

Moyen-Orient

Les États-Unis se préparent à frapper le régime syrien

l'essentiel ▶ Une riposte contre les intérêts stratégiques syriens semble probable. De leur côté, les experts de l'ONU commencent à enquêter sur l'attaque chimique du 21 août à Damas.

Sommes-nous tout près d'une riposte américaine avec le soutien de Londres et de Paris ? Après des efforts diplomatiques vains, après l'indécision de l'ONU qui se heurte aux vetos russe et chinois, une intervention occidentale apparaît plus que jamais d'actualité malgré les menaces renouvelées du Kremlin et de Bachar al-Assad. La Maison Blanche voudrait une intervention rapide et limitée, sans doute dirigée vers des points stratégiques comme les aéroports militaires ou les centres de communication et de commandement.

Hier, le chef de la diplomatie britannique William Hague a estimé qu'il était « possible » de répondre à l'usage d'armes chi-

miques sans l'aval du Conseil de sécurité, mais s'est refusé à détailler le choix des options militaires envisagées par les Occidentaux. Le secrétaire américain à la Défense Chuck Hagel a déclaré pour sa part que les forces américaines étaient prêtes à agir si nécessaire. Mais la Maison Blanche a démenti

des informations affirmant que Washington et Londres s'apprêtaient à lancer une action militaire commune « dans les prochains jours ».

Laurent Fabius, le chef de la diplomatie française, soulignait que les pays occidentaux décideraient d'une réaction arbitrée dans les jours qui viennent. Et

la Turquie s'est dite prête à rejoindre une coalition contre la Syrie, même sans consensus à l'ONU.

Une intervention « vouée à l'échec » pour Assad

Fustigeant les allégations de l'opposition et de certaines capitales occidentales concernant

un usage présumé de gaz toxiques, Bachar al-Assad a mis en garde contre toute intervention étrangère, l'estimant vouée à l'échec. « Les menaces occidentales de frappe contre la Syrie entrent dans le cadre des pressions psychologiques et politiques (mais nous sommes prêts à faire face à tous les scénarios », a affirmé un responsable des services de sécurité syriens. Quant à la Russie, puissante et fidèle alliée du régime, elle a mis en garde contre une intervention militaire sans aval du Conseil de sécurité. Les experts de l'ONU ont pu commencer leur délicate tâche sur le site de l'attaque présumée à l'arme chimique, à la Goutha, un des faubourgs de Damas. Ils sont finalement parvenus à se rendre à Moadamiyat al-Cham, localité au sud-ouest de la capitale. Mais leurs convois ont essuyé de nombreux tirs dont on ignore encore l'origine, régime syrien et rebelles s'accusant mutuellement de ces attaques.

Si vous lisez cet article sur le journal électronique, cliquez sur l'image pour voir un diaporama.

en bref / Monde

FUKUSHIMA ▶ Le Japon promet des « mesures radicales ». Il y a une semaine, le groupe Tepco, opérateur de la centrale de Fukushima, annonçait la fuite de 300 tonnes d'eau hautement radioactive, dont une partie s'est écoulée dans l'océan Pacifique. Hier, le gouvernement et l'exploitant de la centrale nucléaire accidentée ont promis des « mesures d'urgence radicales ». Plusieurs équipes vont être notamment mobilisées pour surveiller les milliers de cuves installées sur le site pour contenir des millions de litres d'eau radioactive dont la quantité augmente chaque jour.

CHINE ▶ Bo Xilai. Le procès du dirigeant chinois déchu Bo Xilai s'est achevé hier après avoir tenu en haleine la Chine pendant cinq jours. Ce flamboyant personnage promis aux plus hautes fonctions avant sa chute, était accusé de corruption, détournements de fonds publics et abus de pouvoir pour entraver une enquête criminelle visant son épouse. Âgé de 64 ans, Bo Xilai, qui encourt la peine capitale, devrait être condamné à une longue réclusion déjà décidée par le parti Communiste chinois.

AFGHANISTAN ▶ Hamid Karzai demande de l'aide au Pakistan. Le président afghan, Hamid Karzai, a demandé, hier au Pakistan, où il effectuait une visite, de l'aider à établir un dialogue avec les talibans. Objectif : convaincre Islamabad de faire pression sur les insurgés, qui utilisent le Pakistan comme base arrière, pour discuter de paix et tenter de mettre un terme à 12 ans de guerre dans son pays que la majorité des 87 000 soldats de l'Otan devraient quitter fin 2014.

ISRAËL-PALESTINE ▶ Négociations annulées. Des soldats israéliens ont tué trois Palestiniens, hier, durant des heurts dans un camp palestinien. Cet événement a eu pour conséquences, selon des sources palestiniennes, l'annulation d'une réunion de négociateurs qui devait se tenir le même jour à Jericho. Ces négociations de paix avaient repris au mois de juillet après d'intenses efforts du secrétaire d'État américain, John Kerry. Dans une déclaration, le porte-parole de la présidence palestinienne a accusé Israël de vouloir « détruire » ce processus de paix.

« IL FAUT FAIRE SANS LE CONSEIL DE SÉCURITÉ »



Antoine **Basbous**, directeur de l'Observatoire des Pays Arabes.

Pourquoi, brusquement, le régime syrien a-t-il autorisé un contrôle par l'ONU sur son territoire ?

Bachar al-Assad a compris qu'il avait franchi un seuil intolérable et qu'il fallait faire machine arrière. D'autant que ses soutiens réguliers et systématiques, Russie et Iran, ne peuvent le suivre dans cette utilisation de l'arme chimique. Le régime tente ainsi d'amadouer la communauté internationale, pour retirer l'argument de recours à la force, aux représailles. Il donne son feu vert cinq jours après, au moment où les traces chimiques auront disparu. En

même temps, le régime syrien peut très bien faire obstruction pour que l'enquête de l'ONU ne se déroule pas dans des conditions idéales, en attribuant en outre ces difficultés à l'opposition.

Faut-il s'affranchir des blocages de l'ONU et aider la résistance syrienne ?

Il n'y a pas d'espoir à attendre d'un changement de la politique de Moscou qui, au Conseil de sécurité, entraîne celle de Pékin. Poutine est décidé à soutenir, quoi qu'il advienne, son allié Bachar al-Assad et il exercera donc son droit de veto. Le passage par le Conseil de sécurité est obstrué. C'est une impasse. Il faut faire sans, passer outre, comme pour le conflit en Bosnie à la fin des années 1990.

Avec le risque d'enlèvement comme en Afghanistan ou en Irak ?

Intervenir contre Assad ne signifie pas pour autant envoyer des troupes au sol. Il suffit de lancer quelques toma-

whawks sur les centres névralgiques pour le priver d'une partie de ses capacités de nuisance, les aéroports militaires, les centres de communication et de commandement de l'armée, les palais présidentiels, le quartier général de la Garde républicaine et de la 4^e division...

Ce sont des décisions qui feront mal à Assad, sans pour autant prendre le risque de poser un pied sur le sol syrien.

Sans risque de réaction de la Russie ?

La Russie ne pourra pas intervenir face à une opinion publique qui pousse les gouvernements à agir contre un coupable qui a franchi toutes les lignes rouges. Moscou qui s'est toujours opposé à l'arme chimique ne pourra pas faire grand-chose.

Quel est le scénario le plus probable ?

La question d'une intervention ou pas se traite à trois niveaux. Tout d'abord le niveau diplomatique entre les capitales occidentales. Il y a une unité de vue entre Pa-

ris, Washington et Londres. Ensuite, il y a, depuis ce lundi, une réunion des chefs d'états-majors des armées d'une dizaine de pays, dont six pays arabes. Un 3^e niveau est celui de la planification de ces armées qui va actualiser la banque des cibles. De tout cela, il découlera une décision politique. C'est à cet échelon que seront choisis les scénarios et que sera donné aux forces le feu vert pour agir.

A-t-on l'exemple de pays qui, à ce point, ont utilisé l'arme chimique ?

Le dernier, c'était Saddam Hussein contre les Kurdes avec le bombardement d'Halabja le 16 mars 1988. La situation démontrait que les armes utilisées, missiles, bombardiers, aviation, ne suffisaient plus. Il fallait avoir accès à une arme de destruction massive et, cela, c'est le signe du désespoir. À son tour, Assad semble être atteint par ce même désespoir.

Recueilli par Jean-Marie Decorse

Qatar

Leurs maris « séquestrés » : le cri de colère des épouses

Les épouses de quatre Français sans visa de sortie du Qatar ont appelé à l'aide les autorités françaises hier, poussant un « cri de colère » selon leur avocat Frank Berton. Selon lui, ces hommes seraient victimes d'abus de confiance et d'escroquerie, de chantages en échange d'un visa de sortie du territoire, obligatoire dans le pays.

« Ils pensaient qu'on allait se décourager », a dit Johanna Belounis, épouse de Zahir Belounis, un footballeur franco-algérien parti jouer au Qatar en 2007. Il attaque en 2013 son club qui ne lui verse plus son salaire depuis 21 mois, mais on lui explique qu'il doit retirer sa plainte pour obtenir un visa de sortie. Pour Isabelle Marongiu,

dont le mari est un entrepreneur qui a créé une société avec un Qatar, son mari est un « vieux jouet sur une étagère » que le Qatar aimerait bien jeter. Selon elle, après avoir investi plus de deux millions d'euros, ses partenaires ont exigé de reprendre leur part gratuitement.

Jean-Pierre Marongiu, lui, a tenté de s'enfuir du Qatar en kayak, arrivant au Bahreïn où les autorités françaises le remettent à leurs homologues locaux, qui eux-mêmes le livrent aux gardes-côtes qataris. Frank Berton a exprimé le souhait « que les autorités françaises se bougent ». L'ambassade de France au Qatar a fait savoir qu'elle apportait toute l'aide possible à ses ressortissants.

USA - Portugal

Feux de forêt massifs : catastrophe en vue

Rien ne semble pouvoir arrêter la course folle de « Rim Fire ». Surnommé ainsi par les pompiers de Californie, l'incendie qui ravage le célèbre parc naturel américain de Yosemite a déjà parcouru 54 000 hectares dans la région depuis son départ, le 17 août. Et hier une partie du parc naturel, le terrain de White Wolf, a été fermé en raison de très fortes fumées. Pour l'instant une fermeture totale de Yosemite n'est pas prévue par les autorités. Sur le terrain 3 414 pompiers dont certains en provenance de Floride peinent à circonscrire et à contenir l'incendie gigantesque. Hier, seul 7 % du feu ont été maîtrisés, alors que les flammes continuaient à courir. Des habitants ont déjà été évacués alors que 5 000 habita-

tions sont en danger compte tenu de l'avancée du feu. Le gouverneur de Californie a dû déclarer l'état d'urgence à San Francisco menacée dans son approvisionnement en énergie après l'incendie d'infrastructu-

res électriques. Les pompiers ont déclaré que sauver les séquoias âgés de plusieurs centaines d'années était leur priorité. Les zones non atteintes par les flammes sont arrosées afin d'éviter l'arrivée du feu.

Deux Canadair français au Portugal

Dans le nord et au centre du Portugal, des feux de forêt, avec des flammes qui atteignaient plus de trente mètres de haut, faisaient encore rage hier. Les 900 pompiers mobilisés ont reçu depuis jeudi le renfort de deux Canadair français. Ils devaient rester six jours mais Lisbonne va de commander à Paris de prolonger son aide. Les pompiers portugais estiment que cette vague d'incendies devrait connaître une accal-

mie à partir de demain, grâce à une baisse des températures. Hier matin, l'incendie le plus important sévissait à Feitalinho, près de Oliveira de Frades au centre du pays. Il mobilisait plus de 400 sapeurs pompiers, soutenus par une centaine de véhicules et quatre avions dont les deux Canadair français. Parfois, les villageois munis de seaux d'eau, de bûches et de branches aident les pompiers. Dans la chaîne de montagnes de Caramulo au centre du Portugal, l'incendie de forêt commença mercredi dernier, qui avait repris avec force dimanche, a finalement été déclaré « maîtrisé » hier. Une jeune femme pompier avait trouvé la mort dans cet incendie. **G.B.**

Si vous lisez cet article sur le journal électronique, cliquez sur l'image pour voir un diaporama.